

INTRODUCTION

A fin 2005, l'inventaire des Etablissements Publics et des participations financières directes et indirectes de l'Etat et des Collectivités Locales totalise **687 entités** contre 707 en 2004.

Selon la classification introduite par la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (*cf. encadré*), le portefeuille public comprend :

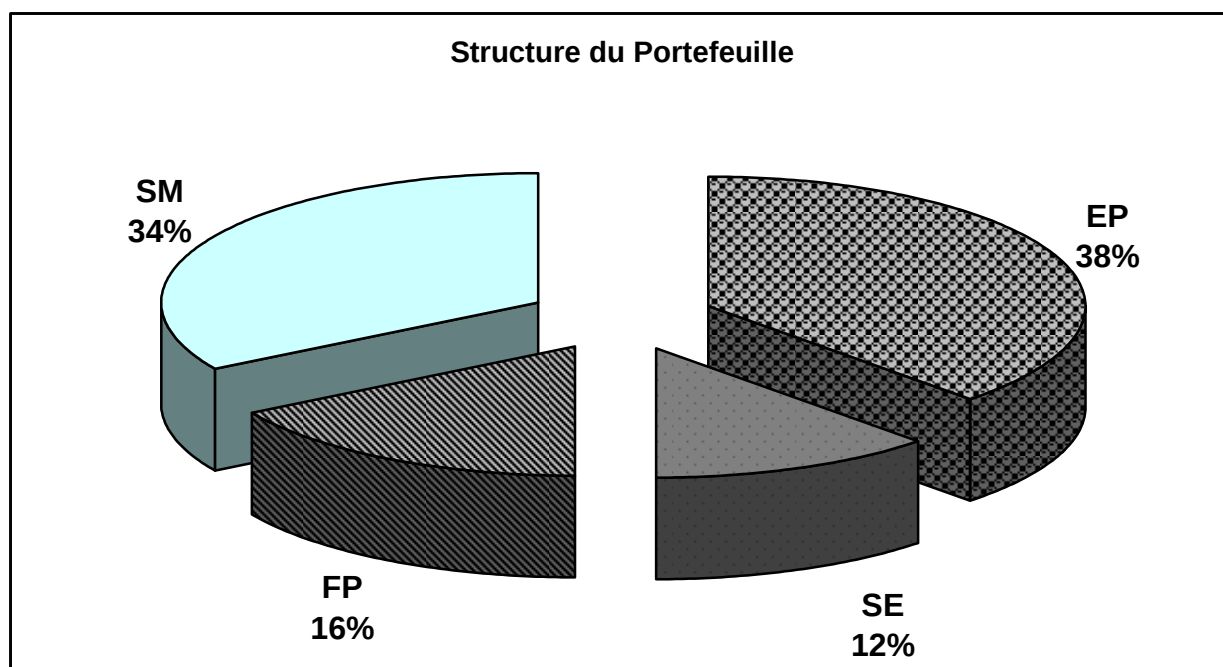
■ **260 Etablissements Publics (EP) ;**

■ **427 Sociétés** ainsi réparties :

- **84 Sociétés d'Etat (SE) ;**
- **113 Filiales Publiques (FP) ;**
- **230 Sociétés Mixtes (SM).**

Le graphique ci-après représente la structure du Portefeuille Public à fin 2005 :

<i>Classification selon la loi n° 69-00</i>
- Sociétés d'Etat : les sociétés dont le capital est détenu en totalité par des organismes publics ;
- Filiales publiques : les sociétés dont le capital est détenu à plus de la moitié par des organismes publics ;
- Sociétés mixtes : les sociétés dont le capital est détenu, au plus, à hauteur de 50% par des organismes publics.
Le capital détenu s'entend de la participation directe ou indirecte, exclusive ou conjointe, détenue par l'Etat, les Collectivités Locales et les Etablissements Publics.



Le détail de la composition du portefeuille et de ses mouvements constatés en 2005 figure en Annexe.

En 2005, la contribution des Etablissements et Entreprises Publics (EEP) aux agrégats économiques et financiers du pays, à travers les principaux indicateurs, confirme l'importance de ce secteur (**Cf. encadré**) :

l'investissement : 32,3 MMDH, en hausse de 15% par rapport à 2004 ; la contribution du secteur représente 7,1% du PIB et 27,8% de la FBCF ;

chiffre d'affaires : 109,3 MMDH, en hausse de 13,9% par rapport à 2004 ;

la valeur ajoutée : 40,2 MMDH, en progression de 19,6% par rapport à 2004 ;

les résultats nets : 7,5 MMDH, en amélioration de 66,1% par rapport à 2004 ;

les emplois : 138.632 salariés, en recul de 10,1% par rapport à 2004.

- Le présent rapport traite des réalisations 2005, des opérations en cours en 2006 et des prévisions 2007. Il est structuré en deux parties :

■ **La première partie comprend deux titres :**

- **Performances du portefeuille public**, à travers les indicateurs économiques, techniques et financiers, l'emploi et les transferts budgétaires réciproques entre l'Etat et les EEP ;
- **Contribution du portefeuille public au développement économique et social**, mettant en exergue les aspects relatifs à l'investissement, aux domaines sociaux et au monde rural;

■ **La deuxième partie englobe deux titres :**

- **Réformes et restructurations** stratégiques, institutionnelles, opérationnelles ou financières ;
- **Gouvernance des Entreprises Publiques et désengagement de l'Etat.**

Champ d'analyse du rapport sur les EEP

*Le champ d'analyse du rapport sur les entreprises publiques porte sur un échantillon de **146 EEP**.*

*Il demeure centré sur les EEP détenus dans leur quasi-totalité, à 100% par des organismes publics et choisis eu égard à leur importance sur les plans économique, financier et social. La liste de ces EEP figure en **annexe 2**.*

Le reste des EEP détenus à 100% par des organismes publics et non inclus dans l'échantillon précité est constitué principalement des Agences de Bassin, des Chambres Professionnelles, des Ecoles et Instituts. Les données disponibles montrent que l'impact de ces entités sur les indicateurs et les performances du secteur des EEP dans son ensemble est relativement limité.

Pour ce qui est des réformes et des transferts budgétaires entre l'Etat et les EEP, le rapport comporte des données exhaustives sur le secteur dans sa globalité.

